

Québec français



## L'art de l'accommodement

Gilles Perron

Numéro 145, printemps 2007

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/47301ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (imprimé)

1923-5119 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Perron, G. (2007). L'art de l'accommodement. *Québec français*, (145), 28–28.

# L'art de l'accommodement

par Gilles Perron



Il y a, en politique, une règle non écrite, mais universellement appliquée : pour être élu, il faut convaincre les électeurs que nous sommes les mieux placés pour régler un problème, surtout si ce problème n'existe pas. Il est évidemment un peu trop hasardeux de s'engager à trouver une solution à un problème réel. Une prise de position claire risquerait de nous amener sur le terrain glissant de la sincérité ; et surtout, on pourrait nous tenir rigueur d'un échec éventuel, ce qui n'est guère recommandé pour une réélection.

Stephen Harper, en s'engageant à régler la question du déséquilibre fiscal, en a admis l'existence. Stéphane Dion n'y croit pas. C'est donc une simple question de foi : croire ou ne pas croire, et surtout, le cas échéant, qui croire ? Entre les deux messagers, difficile de dire lequel est le plus charismatique... Dion, tout mécréant qu'il est en cette matière, sera le premier à reprocher à son adversaire son probable échec, pour n'avoir pas su tenir sa promesse et trouver une solution satisfaisante à un problème inexistant !

Plus près de nous, Super Mario sentant lui aussi venir le moment béni des élections, tente d'élargir le cercle de ses disciples en se faisant le champion de la défense de notre identité collective. Populiste averti, il a toujours su prendre le pouls de la majorité qu'il prétend représenter, au point de réussir à faire élire la fabuleuse somme de quatre

députés à l'Assemblée nationale. Une profonde méditation alimentée par un instinct sûr (en des temps pas si lointains, Claude Ryan parlait du « doigt de Dieu ») a soufflé à l'adéquiste en chef la voie à suivre pour enfin passer à un monde supérieur : il faut pourfendre le principe des « accommodements raisonnables », qui mettent en danger la survie même de notre culture. Un kirpan par-ci, des vitres teintées par-là et c'en est fini de nous : les immigrants viennent ici nous imposer leur culture, alors il faut y voir sans tarder, affirme-t-il à tous vents, tel un Don Quichotte moderne. Heureusement qu'il n'est pas seul dans sa croisade et que des conseillers municipaux lucides veillent au grain, comme à Hérouxville, petite communauté de la Mauricie qui vient soudainement de se mettre sur la carte en adoptant, à l'unanimité des sept élus, une sorte de protocole d'accueil destiné à rendre claires nos valeurs pour d'éventuels nouveaux arrivants. À Hérouxville, prévient ce texte, « nous considérons comme hors norme [...] le fait de tuer les femmes par lapidation sur la place publique ou en les faisant brûler vives, les brûler avec de l'acide, les exciser ». (Le texte complet est disponible sur le site de la municipalité et vaut le détour !) Voilà enfin une position courageuse et rassurante. (Voilà surtout une belle visibilité pour l'initiateur du projet, André Drouin, un conseiller municipal qui vient de connaître ses quinze minutes de gloire. Après tout, si le maire de Huntington a réussi à devenir un diable bien rémunéré à la télé en faisant voter des lois farfelues, l'espoir est aussi permis pour les autres. Et si Drouin était notre futur ministre de l'Immigration ?)

Puisqu'il faut sauver la nation, balisons donc cette notion floue afin de déterminer une fois pour toutes où commence et où finit le raisonnable. Qu'importe que la raison ne soit pas un concept que l'on peut faire entrer dans une définition fermée et absolue. Qu'importe que l'idée même de la définir en termes juridiques suppose en même temps des limites à la pensée, que

l'on retrouve habituellement dans des régimes dictatoriaux. La situation est tellement critique, l'urgence d'agir est telle que nous devrions songer sérieusement à voter pour le parti de Super Mario, le seul qui a su voir le danger là où d'autres voient plutôt une sorte de tolérance naturelle.

Tout ceci témoigne du talent infini d'un politicien en mal de popularité à vouloir régler un problème virtuel. Que l'on discute des accommodements et de leur caractère raisonnable, c'est une chose saine. Il est certainement utile, voire nécessaire de se poser la question de la nature de la cohabitation entre les différentes cultures. Mais pour y réfléchir, faut-il vraiment crier au loup ? Personne n'a jamais raconté à Super Mario cette histoire du petit garçon qui a fini par être dévoré ? Pour être sûr qu'il y a le feu, le mieux, c'est encore de l'allumer soi-même. Pour le moment, ça marche, puisque la cote de Dumont a remonté depuis. Il se fait à ce point le défenseur de notre identité culturelle, de notre héritage, même religieux, qu'il a aussitôt pourfendu le péquiste (et humoriste à ses heures) Boisclair qui a osé demander, au nom d'une laïcité que pourtant tous réclament dans ce même débat, le retrait du crucifix à l'Assemblée nationale. Pauvre de lui : ce crucifix aurait une valeur patrimoniale, témoignant de la présence du catholicisme dans la construction du Québec. Ce ne serait plus un symbole religieux, mais un symbole historique à valeur positive, qu'il faut conserver. Et là-dessus, Dumont et Charest sont d'accord, unis dans une même ignorance. Or, selon l'historien Jacques Rouillard (*Le Devoir*, 27 janvier 2006), le crucifix arrive plutôt au Parlement en 1938, signe d'une (con)fusion entre l'État et l'Église réactivée par Maurice Duplessis après un siècle de séparation !

Il y a donc une certaine ironie à entendre nos politiciens incultes se poser en défenseurs de la culture québécoise. On devrait obliger tous les députés, avec leurs chefs au premier rang, à s'inscrire à des cours d'histoire pour avoir le droit d'exercer leur mandat. Avec, bien entendu, un contrat de réussite à la clef. Ce serait là, il me semble, un accommodement raisonnable qui serait de nature à nous rassurer sur leur capacité à vraiment s'intégrer au monde réel, bien différent de l'univers virtuel des joutes parlementaires.

